

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
30907 NÎMES Cedex 02

NÎMES, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Société des CEMENTS CALCIA

Route de Bellegarde
B.P. 130
30300 BEAUCAIRE

Référence : 2024-
Code AIOT : 0006600453

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/12/2023 dans l'établissement Société des CEMENTS CALCIA implanté Route de Bellegarde B.P. 130 30300 Beaucaire. L'inspection a été annoncée le 26/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 06/12/2023 de l'établissement Société des CEMENTS CALCIA implanté Route de Bellegarde B.P. 130 30300 Beaucaire.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Société des CEMENTS CALCIA
- Usine de Beaucaire - Route de Bellegarde B.P. 130 30300 Beaucaire
- Code AIOT : 0006600453
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Ciments Calcia de Beaucaire est une cimenterie. Elle est identifiée comme installation PN (prioritaire national) et fait l'objet, dans ce cadre, d'au moins une inspection annuelle vis-à-vis de la réglementation ICPE.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- les suites données aux inspections des 28 avril 2022 et 12 avril 2023

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	réduction des niveaux sonores	AP de Mise en Demeure du 18/05/2020, article 1-3	Lettre de suite	Fin mai 2024
5	Baie d'analyse -respect de la norme NF EN 14181	Arrêté Préfectoral du 13/09/2017, article 9.7.3	Lettre de suite	2 mois
10	installations de convoyages – mise à l'arrêt si pas de transport de matières	Arrêté Préfectoral du 13/09/2017, article 15.8	Lettre de suite	2 mois
11	conception et aménagement de l'établissement-entretien des bardages	Arrêté Préfectoral du 13/09/2017, article 3.1.3	Lettre de suite	2 mois
12	stock extérieur de matières pulvérulentes	Arrêté Préfectoral du 13/09/2017, article 3.1.9	Lettre de suite	2 mois
15	prévention des bruits et vibrations – bâtiment abritant le concasseur primaire	Arrêté Préfectoral du 13/09/2017, article 13.1	Lettre de suite	2 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Contrôles continus	Arrêté Préfectoral du 17/09/2017, article 9.7.2	Sans objet
3	Contrôles continus	Arrêté Préfectoral du 17/09/2017, article 9.6.3	Sans objet
4	Transmission des contrôles périodiques	Arrêté Préfectoral du 18/05/2020, article 10	Sans objet
6	Plan de protection de l'atmosphère - rejets diffus	Arrêté Préfectoral du 18/05/2020, article 6	Sans objet
7	Estimation des flux de poussières diffuses	Arrêté Préfectoral du 18/05/2020, article 7	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
8	Bilan annuel	AP Complémentaire du 18/05/2020, article 5	Sans objet
9	Contrôle terrain - entretien de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 13/09/2017, article 3.1.8	Sans objet
13	contrôle terrain - cuvette de rétention sous les produits chimiques	Arrêté Ministériel du 03/05/1993, article 12	Sans objet
14	contrôle terrain - entretien extincteurs -RIA	Arrêté Préfectoral du 13/09/2017, article 14.10.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Depuis plusieurs années, l'action de l'inspection sur cet établissement est centrée sur la réduction des émissions sonores et des émissions atmosphériques canalisées et diffuses de la cimenterie. Un arrêté de mise en demeure et un arrêté préfectoral complémentaire en date du 18 mai 2020 imposent à l'exploitant de nouvelles dispositions encadrant ces deux thématiques. L'inspection du 6 décembre 2023 avait pour objectif de contrôler les actions engagées suite à l'inspection précédente du 28 avril 2022.

A date de l'inspection, les rapports de mesure de bruit transmis depuis l'arrêté de mise en demeure du 18 mai 2020 ne permettent pas de démontrer que les niveaux sonores sont respectés simultanément dans les 3 ZER. Les deux derniers investissements issus de la liste d'actions à mener pour la réduction du bruit sont programmés lors du prochain grand entretien en mars 2024. Les actions listées dans l'étude de 2019 pour respecter les valeurs réglementaires s'achèvent. À l'issue de l'installation d'un nouveau silencieux en haut des cheminées du four et du refroidisseur, une nouvelle mesure de bruit est sollicitée juste après la réalisation de ces travaux. Compte tenu de la complexité des actions à engager et de l'évolution plutôt positive des résultats de mesure de bruit, l'inspection n'a pas encore statué sur l'arrêté préfectoral de mise en demeure de 2020. Si le respect des niveaux d'émergence dans les ZER n'est toujours pas démontré lors de la prochaine campagne 2024, il sera proposé des sanctions administratives à l'encontre de l'exploitant.

Concernant les émissions atmosphériques, L'exploitant réalise et transmet les mesures en continu. Les résultats 2023 de l'autosurveillance montrent à date une amélioration des rejets par rapport à l'année précédente. Le calcul des émissions diffuses n'est pas transmis trimestriellement comme cela a déjà été demandé.

Par rapport aux constats d'avril 2022, une amélioration de la propreté du site a été constaté.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : réduction des niveaux sonores

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 18/05/2020, article 1-3

Thème(s) : Risques chroniques, respect VLE bruit

Prescription contrôlée :

L'exploitant est mis en demeure de respecter les niveaux sonores et d'émergence fixés à l'article 13.4.2 de l'arrêté préfectoral n°17-104 N du 13 septembre 2017 selon ces jalons:

- en fournissant sous un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté le plan des actions à engager pour réaliser les travaux prévus afin d'atteindre cet objectif ;
- en respectant à l'échéance du 31/12/2021 les niveaux d'émergence dans les zones à émergence réglementée ;
- en respectant à l'échéance du 31/03/2023 les niveaux sonores en limite de propriété.

Concernant l'émergence, l'article 13.4.2 de l'AP du 13 septembre 2017 indique :

"Lorsque le niveau de bruit ambiant, incluant les bruits des installations, est supérieur à 45 dB(A), les bruits émis par les installations ne doivent pas être à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure à :

- 5 dBA pour la période allant de 7 h à 22 h sauf dimanches et jours fériés,
- 3 dBA pour la période allant de 22 h à 7 h ainsi que les dimanches et jours fériés."

Constats :

Par courrier daté du 18 novembre 2020, l'exploitant a transmis son plan d'actions pour respecter les exigences réglementaires en matière de bruit à l'issue des échéances reprises dans l'arrêté préfectoral de mise en demeure.

Les derniers rapports de mesure de bruit relèvent pour les 3 zones à émergence réglementée :

- rapport Echo du 3 juin 2022 (mesures du 3 et 4 mai 2022) :
ZER A de nuit non conforme +4 dBA pour limite à +3 dBA.
- rapport Echo du 9 février 2023 (mesures du 28 et 29 septembre 2022) :
ZER B de nuit non conforme +6 dBA pour limite à +3 dBA.
ZER A de nuit non conforme +6 dBA pour limite à +4 dBA.
- rapport Echo du 23 juin 2023 (mesures du 31 mai et 1er juin 2023) :
ZER B de nuit non conforme + 5,5 dBA pour limite à +4 dBA.

Le plan d'action initial de réduction des émissions sonores présenté par l'exploitant en 2020 comporte 3 phases. Selon la modélisation acoustique, un plan en 28 actions de traitement acoustique a été élaboré. A ce jour les 28 actions et études ont été réalisées. L'exploitant a complété cette liste jusqu'à 43 actions. Au cours du GE (grand entretien) de mars 2024, l'ajout de deux nouveaux silencieux, l'un à la cheminée du four et l'autre à la cheminée du refroidisseur est programmé. Ces travaux découlent des études qui avaient été initialement prévues dans le plan d'action initial.

D'après l'exploitant, ces travaux de protection acoustique devraient permettre le respect des niveaux d'émergence dans les zones à émergence réglementée.

Les rapports de mesure mentionnés ci-dessus relèvent pour les 7 points de mesure du niveau de bruit en limite de propriété, le respect global des valeurs limites d'émission de 70 dBA de jour et 60 dBA de nuit excepté pour le point LP3 proche du broyeur à cru. Ce point de mesure est situé au Sud du site sans proximité de riverains. L'inspection estime que la priorité d'action doit porter sur le respect des niveaux sonores dans les ZER.

→ Les rapports de mesure de bruit transmis depuis l'arrêté de mise en demeure du 18 mai 2020 ne

<p>permettent pas de démontrer que les niveaux sonores sont respectés dans les 3 ZER de façon simultanée.</p> <p>→ L'exploitant a indiqué que la mesure de bruit du second semestre 2023 est programmée à partir du 11 décembre 2023.</p> <p>→ Pour les ZER, l'efficacité des travaux programmés sur les 2 cheminées en mars 2024 ne pourra être mesurée qu'après leur réalisation. L'inspection demande à l'exploitant de programmer une mesure de bruit dès la fin de ces travaux de façon à vérifier leur efficacité et de transmettre les résultats dès réception.</p> <p>→ En complément de la transmission des mesures de bruit faites à l'issue du GE de mars 2024, l'inspection demande à l'exploitant pour la fin mai 2024 de fournir un bilan détaillé et argumenté (intégrité, maintenance et efficacité) des 43 actions mises en place pour le respect des niveaux de bruit réglementaires.</p> <p>→ A fin mai 2024, si le respect des niveaux d'émergence dans les ZER n'est toujours pas démontré, il sera proposé des sanctions.</p>
Type de suites proposées : Lettre de suite
Proposition de délais : fin mai 2024

N° 2 : Contrôles continus

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/09/2017, article 9.7.2
Thème(s) : Risques chroniques, air
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit réaliser la mesure en continu, dans les gaz de combustion en provenance du four, des substances suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - poussières totales ; - substances organiques, à l'état de gaz ou de vapeur, exprimées en carbone organique total (COT) ; - chlorure d'hydrogène ; - dioxyde de soufre ; - oxydes d'azote ; - ammoniac, en cas de traitement des oxydes d'azote par injection de réactifs azotés ; - monoxyde de carbone. <p>[...] Ces résultats, qui sont transmis tous les trimestres à l'inspection des installations classées, doivent être archivés pendant une période d'au moins cinq ans.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant réalise des contrôles en continu (moyenne 1/2 h et valeur journalière) sur les rejets du refroidisseur et du four sur tous les paramètres cités ci-dessus et les transmet à l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Contrôles continus

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/09/2017, article 9.6.3 respect VLE																									
Thème(s) : Risques chroniques, air																									
Prescription contrôlée : <p>Article 9.6.3.1 <u>Valeurs limites d'émission (VLE) en concentration.</u></p> <p>Les teneurs en polluants des émissions gazeuses en provenance du four doivent respecter les valeurs limites suivantes (teneur en O₂ de 10%) :</p> <table> <tr> <td>- Poussières totales</td><td>: 20 mg/Nm³ (moyenne journalière) (*)</td></tr> <tr> <td>- Chlorure d'hydrogène (HCl)</td><td>: 10 mg/Nm³ (moyenne journalière) (*)</td></tr> <tr> <td>- Fluorure d'hydrogène (HF)</td><td>: 1 mg/Nm³ (moyenne journalière en cas de mesure continue ou moyenne obtenue sur la période d'échantillonnage en cas de mesures ponctuelles) (*)</td></tr> <tr> <td>- NOx concentration</td><td>: 500 mg/Nm³ (moyenne journalière) (*)</td></tr> <tr> <td>- Ammoniac (NH₃)</td><td>: 30 mg/Nm³ (moyenne journalière) (*)</td></tr> <tr> <td>- Cd + Tl</td><td>: 0,05 mg/Nm³</td></tr> <tr> <td>- Hg</td><td>: 0,05 mg/Nm³</td></tr> <tr> <td>- Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V</td><td>: 0,5 mg/Nm³</td></tr> <tr> <td>- Dioxines et furannes</td><td>: 0,05 ng/Nm³</td></tr> <tr> <td>- SO₂</td><td>: 50 mg/Nm³ (moyenne journalière) (*)</td></tr> <tr> <td>- COT</td><td>: 30 mg/Nm³ (moyenne journalière) (*)</td></tr> <tr> <td>- Benzène</td><td>: 2 mg/Nm³</td></tr> </table>		- Poussières totales	: 20 mg/Nm ³ (moyenne journalière) (*)	- Chlorure d'hydrogène (HCl)	: 10 mg/Nm ³ (moyenne journalière) (*)	- Fluorure d'hydrogène (HF)	: 1 mg/Nm ³ (moyenne journalière en cas de mesure continue ou moyenne obtenue sur la période d'échantillonnage en cas de mesures ponctuelles) (*)	- NOx concentration	: 500 mg/Nm ³ (moyenne journalière) (*)	- Ammoniac (NH ₃)	: 30 mg/Nm ³ (moyenne journalière) (*)	- Cd + Tl	: 0,05 mg/Nm ³	- Hg	: 0,05 mg/Nm ³	- Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V	: 0,5 mg/Nm ³	- Dioxines et furannes	: 0,05 ng/Nm ³	- SO ₂	: 50 mg/Nm ³ (moyenne journalière) (*)	- COT	: 30 mg/Nm ³ (moyenne journalière) (*)	- Benzène	: 2 mg/Nm ³
- Poussières totales	: 20 mg/Nm ³ (moyenne journalière) (*)																								
- Chlorure d'hydrogène (HCl)	: 10 mg/Nm ³ (moyenne journalière) (*)																								
- Fluorure d'hydrogène (HF)	: 1 mg/Nm ³ (moyenne journalière en cas de mesure continue ou moyenne obtenue sur la période d'échantillonnage en cas de mesures ponctuelles) (*)																								
- NOx concentration	: 500 mg/Nm ³ (moyenne journalière) (*)																								
- Ammoniac (NH ₃)	: 30 mg/Nm ³ (moyenne journalière) (*)																								
- Cd + Tl	: 0,05 mg/Nm ³																								
- Hg	: 0,05 mg/Nm ³																								
- Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V	: 0,5 mg/Nm ³																								
- Dioxines et furannes	: 0,05 ng/Nm ³																								
- SO ₂	: 50 mg/Nm ³ (moyenne journalière) (*)																								
- COT	: 30 mg/Nm ³ (moyenne journalière) (*)																								
- Benzène	: 2 mg/Nm ³																								
Constats : <p>Les résultats transmis au titre de 2022 et 2023 montrent:</p> <ul style="list-style-type: none"> - 4 dépassements sur les NOx en 2023, 8 en 2022 ; - 0 dépassement poussières four en 2023, 22 en 2022; - 1 dépassement HCl en 2023, 3 en 2022; - 3 dépassements poussières refroidisseur en 2023, 16 en 2022 (et 85 en 2021). <p>Les résultats 2023 de l'autosurveillance montrent à date une amélioration des rejets par rapport à l'année précédente.</p>																									
Type de suites proposées : Sans suite																									

N° 4 : transmission des contrôles périodiques

Références réglementaires : AP Complémentaire du 18/05/2020 article 10,
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant adresse à l'inspection sous un délai de 8 jours à compter de leur réception, les résultats des contrôles périodiques sur les rejets atmosphériques prévus aux articles 9.7.6, 9.7.7 et 9.7.8 de l'arrêté n° 17-104N du 13 septembre 2017. Ces résultats sont complétés si besoin de commentaires et accompagnés du comparatif avec les valeurs relevées le même jour en contrôle continu.</p>
Constats : <p>L'article 9.7.6 de l'AP de 2017 impose quatre mesures par an sur le four et deux sur le refroidisseur. .</p> <p>L'article 9.7.7 de l'AP de 2017 impose une mesure annuelle des poussières sur les conduits numérotés 3 à 9 définis à l'article 9.5 (qui correspondent aux émissaires des séparateurs, broyeurs et concasseur du site).</p> <p>L'article 9.7.8 de l'AP de 2017 porte sur le contrôle des autres sources canalisées.</p> <p>Pour 2023, les délais de transmission des résultats des contrôles périodiques ne sont pas respectés .</p> <p>Au titre de 2023, les prélèvements de la quatrième mesure annuelle des rejets du four et la mesure annuelle des poussières des autres conduits visés à l'article 9.7.7 de l'AP de 2017 sont programmés pour le 13 décembre 2023. Les résultats devront être transmis à l'inspection dès réception.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : assurance qualité des baies d'analyse - respect de la norme NF EN 14181

Références réglementaires : article 9.7.3 de l'AP du 13/09/2017
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Prescription contrôlée : L'exploitant doit vérifier l'installation correcte et le bon fonctionnement des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques en référence à la norme NF EN 14181 relative à l'émission des sources fixes et à l'assurance qualité des systèmes automatiques de mesure.
Constats : La teneur en NOx mesurée par Socotec le 20 juillet 2023 est de 624 mg/Nm3 (pour une VLE de 500 mg/Nm3) alors que la valeur de l'autosurveillance mesurée par l'exploitant n'est que de 393 mg/Nm3. → Cet écart interroge sur l'étalonnage des appareils de mesure en continu. L'exploitant a indiqué que le rapport des mesures du 17 au 20 juillet 2023 pour le QAL 2 de l'appareil OPSIS AR 600 (qui mesure les NOx), ne lui est parvenu que le 1er décembre 2023. → Cette situation n'est pas acceptable, les contrôles de l'étalonnage des appareils de mesure devraient être transmis et pris en compte par l'exploitant dans des délais plus contraints. C'est à l'exploitant de relancer les bureaux d'étude si les résultats tardent à leur être transmis. → L'inspection demande à l'exploitant de préciser les mesures qu'il va prendre pour suivre les délais de transmission et de prise en compte des résultats de mesure. → De plus d'après les informations fournies, il semble que le QAL 2 de cette baie d'analyse arrivait à échéance le 4 juin 2023 alors que les mesures ont débuté le 17 juillet 2023. Il est demandé à l'exploitant de respecter les dates d'échéances de l'étalonnage et la validation du bon fonctionnement des systèmes automatiques de mesurage. L'inspection note les engagements de l'exploitant de corriger le flux de NOx 2023 qui sera enregistré sur GERE pour tenir compte des valeurs erronées de l'autosurveillance.
Type de suites proposées : Lettre de suite
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : plan de protection de l'atmosphère - rejets diffus

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2020, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, air
Prescription contrôlée : Dans un délai de 8 mois à compter de la notification du présent arrêté l'exploitant fournit un plan d'action de réduction de l'ensemble des émissions de poussières diffuses comprenant: <ul style="list-style-type: none"> - identification exhaustive des sources et des émissions diffuses, - études des possibilités de réduction, - proposition de mise en œuvre avec échéancier dûment justifié.
Constats : Ce document a été transmis par courrier daté du 27 janvier 2021. Les engagements de l'exploitant vis-à-vis de la réduction des émissions diffuses étaient précisés à la page 12 sous la forme de 14 actions à mettre en œuvre. Le tableau de suivi fourni par l'exploitant pour cette inspection indique un taux d'avancement de 100%. Toutefois ce document n'identifie pas formellement les mesures prises. → L'inspection demande à l'exploitant de compléter ses engagements en fournissant le détail des mesures déjà prises afin de réduire les émissions diffuses et celles qui sont envisagées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : estimation des flux de poussières diffuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2020, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, air
Prescription contrôlée : Dans un délai de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté l'exploitant transmet une évaluation de ses émissions diffuses en s'appuyant sur une méthode d'estimation des flux d'émissions de poussières diffuses, approuvée par un organisme tiers reconnu.
Constats : L'inspection rappelle que l'évaluation des émissions de poussières diffuses est rendue obligatoire pour satisfaire aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets. La méthode d'estimation des poussières diffuses a été transmise le 31 août 2021. La cimenterie est située en zone PPA. Elle fait l'objet de plaintes de voisinage en raison des rejets de poussières. Cette estimation régulière des émissions diffuses doit permettre à l'exploitant de vérifier et de valoriser l'efficacité des mesures prises ou à prendre pour les réduire. L'estimation était de 105 tonnes pour 2021 et du même ordre de grandeur pour 2022 Pour 2023, le calcul à ce jour n'est pas disponible. → L'inspection demande à l'exploitant de fournir de façon régulière le calcul de l'estimation de ses émissions diffuses de poussières. Ces calculs pourraient être transmis trimestriellement en même temps que le bilan trimestriel d'autosurveillance des rejets air canalisés. Cette disposition sera reprise lors de la rédaction d'un prochain acte administratif.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Bilan annuel

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/05/2020, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, bilan annuel
Prescription contrôlée : Les dispositions de l'article 20.3 de l'arrêté préfectoral n°17-104 N du 13 septembre 2017 sont ainsi complétées : L'exploitant adresse à l'inspection le bilan annuel de l'année N pour le 31 mars de l'année N+1. Ce bilan identifié à l'article 7.7.3 contient l'ensemble des éléments décrits à l'article 20.3 de l'arrêté préfectoral n°17-104 N du 13 septembre 2017 associé à une comparaison avec les résultats des années précédentes.
Constats : Le bilan annuel 2022 a été transmis le 18 avril 2023. → Pour le bilan 2023 à venir, l'inspection rappelle ce qui est attendu : Ce bilan identifié à l'article 7.7.3 contient l'ensemble des éléments décrits à l'article 20.3 de l'arrêté préfectoral n°17-104 N du 13 septembre 2017. Il précise l'activité réalisée au cours de l'année, la production de clinker et de ciment, la présentation et le tonnage de déchets co-incinérés, le détail des investissements réalisés dans le domaine de la protection de l'environnement au cours de l'année et en particulier ceux liés à la réduction du bruit et des poussières, la présentation de l'estimation des flux de poussières diffuses, le bilan des plaintes reçues. L'ensemble des données doit être comparé aux données des années précédentes. Ce bilan de suivi global doit pouvoir justifier de l'efficacité des travaux engagés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : contrôle terrain - entretien de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/09/2017, article 3.1.8
Thème(s) : Risques chroniques, envol de poussières
<p>Prescription contrôlée : L'établissement et ses abords sont tenus dans un état de propreté satisfaisant. Ils font l'objet de nettoyages fréquents destinés à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes les envols et entraînements de poussières susceptibles de contaminer l'air ambiant et les eaux pluviales. Les matériels de nettoyage doivent être adaptés aux risques présentés par les produits et poussières.</p>
<p>Constats : Lors de l'inspection du 28 avril 2022, il a été constaté que l'intérieur du bâtiment abritant le concasseur primaire était couvert de plusieurs centimètres de poussières de calcaire. Ce bâtiment n'est pas fermé puisque les engins y déposent les matériaux de la carrière pour y être concassés. Lors de cette inspection, il a été constaté que l'intérieur de ce bâtiment n'était pas couvert de poussières. L'exploitant a déclaré avoir mis en place un nettoyage périodique de cet atelier.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10: contrôle terrain- installation de réception du charbon et du coke

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/09/2017, article 15.8
Thème(s) : Risques chroniques, entretien (propreté et nuisances sonores)
<p>Prescription contrôlée : Le bon état et la propreté des convoyeurs et de leurs équipements doivent être régulièrement vérifiés. L'exploitant remédie immédiatement aux défaillances et anomalies constatées.</p>
<p>Constats : Lors de la visite terrain du 28 avril 2022, il est apparu que l'installation de réception et de criblage de charbon brut nécessitait un nettoyage (charbon au sol et sur une toiture). De plus, alors qu' aucun camion n'était présent et qu'il n'y avait pas de charbon sur le tapis, l'installation était en fonctionnement (vers 16h15 environ) et générait un bruit strident. L'exploitant a forcé l'arrêt de cette installation en notre présence. Après vérification l'exploitant a déclaré que le dernier camion d'approvisionnement de charbon brut était parti à 13h30 et que le non arrêt du tapis provenait d'une défaillance des capteurs détecteurs de présence d'un camion et de présence de charbon. Lors de cette nouvelle inspection, il a été constaté que le nettoyage rigoureux de cette installation a bien été réalisé. Toutefois, le tapis d'alimentation vers la production était en fonctionnement alors qu'il ne transportait pas de charbon. → l'inspection demande à l'exploitant de vérifier l'efficacité de la temporisation de son convoyeur et d'indiquer les mesures prises pour s'assurer que cet équipement soit à l'arrêt s'il ne transporte pas de charbon. De plus, ce jour, une autre installation de transport fonctionnait à vide, il s'agit de l'élévateur de cru. → L'inspection demande à l'exploitant de justifier du fonctionnement de l'élévateur du cru alors qu'aucune matière n'était transportée et d'indiquer les mesures prises pour s'assurer que cet équipement soit à l'arrêt s'il ne transporte pas de matière.</p>
Type de suites proposées : Lettre de suite
Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : contrôle terrain -conception et aménagement de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/09/2017, article 3.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, bruit- poussières- propagation incendie- fermeture des portes-entretien bardages
Prescription contrôlée : Les installations ainsi que les bâtiments et locaux qui les abritent sont conçus, aménagés, équipés et entretenus de manière à éviter, même en cas de fonctionnement anormal ou d'accident, une aggravation du danger.
Constats : Lors de la visite terrain du 28 avril 2022, il a été constaté que certaines portes n'étaient pas fermées et ne pouvaient pas l'être en raison de leur détérioration. L'exploitant a depuis justifié la réparation des portes détériorées. Lors de cette inspection la majorité des portes étaient fermées. Il a toutefois été constaté une détérioration du bardage latéral et en toiture du hall de stockage de charbon. → L'inspection demande à l'exploitant de réparer le bardage des murs et de la toiture du hall de stockage de charbon.
Type de suites proposées : Lettre de suite
Proposition de délais : 2 mois

N° 12 : contrôle terrain - entretien de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/09/2017, article 3.1.9
Thème(s) : Risques chroniques, envois déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets...
Constats : Lors de l'inspection du 28 avril 2022, a été découvert en extérieur, de nombreux sacs éventrés de ciment (plusieurs centaines) à proximité du bâtiment abritant le crible de charbon brut. Lors de cette nouvelle inspection, il a été constaté le nettoyage complet de cette zone. L'exploitant a indiqué que ces sacs de ciment ont été recyclés dans le process de fabrication. Lors de cette inspection il a été constaté la présence de stocks extérieurs de laitier. → L'exploitant doit présenter à l'inspection ses propositions et les délais nécessaires pour éviter le risque de dispersion de matière pulvérulente.
Type de suites proposées : Lettre de suite
Proposition de délais : 2 mois

N° 13 : contrôle terrain - cuvette de rétention sous les produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/05/1993, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, absence de rétention
Prescription contrôlée : 1. L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle des eaux ou des sols. 2. Les réservoirs de produits polluants ou dangereux sont construits selon les règles de l'art. Ils portent en caractères très lisibles la dénomination de leur contenu. Ces réservoirs sont équipés de manière que le niveau puisse être vérifié à tout moment. Toute disposition est prise pour éviter les débordements en cours de remplissage. Ces réservoirs sont installés, en respectant les règles de compatibilité entre les différents produits, dans des cuvettes de rétention étanches de capacité au moins égale à la plus grande des deux valeurs ci-après : - soit 100 p. 100 de la capacité du plus grand réservoir ; - soit 50 p. 100 de la capacité globale des réservoirs contenus.
Constats : Lors de la visite terrain du 28 avril 2022, de nombreux fûts de produits chimiques neufs ou usagers n'étaient pas stockés dans des rétentions réglementaires. Certains fûts étaient sur des rétentions qui n'étaient pas vides. Certains fûts étaient dépourvus d'étiquetage. L'exploitant a depuis transmis des photos du stockage de ces produits sur des rétentions. Cette nouvelle inspection n'a pas révélé de non-conformité sur les rétentions.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : contrôle terrain - entretien extincteurs -RIA

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/09/2017, article 14.10.5
Thème(s) : Risques accidentels, entretien des moyens de secours
Prescription contrôlée : Les moyens de secours doivent être maintenus en bon état et contrôlés périodiquement à des intervalles ne devant pas dépasser un an, ainsi qu'après chaque utilisation. Ils doivent être repérés et facilement accessibles en permanence. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspecteur des installations classées.
Constats : Lors du contrôle terrain du 28 avril 2022, il est apparu que la dernière date de contrôle de l'extincteur situé à l'étage du hall calcaire extincteur était 10/2020. De plus le RIA situé dans le hall d'ensachage était noté défectueux. L'exploitant a depuis justifié le retour à la conformité de cette situation. Le jour de l'inspection, un contrôle ponctuel n'a pas révélé d'anomalie.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : prévention des bruits et vibrations- bâtiment abritant le concasseur primaire

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/09/2017, article 13.1
Thème(s) : Risques chroniques, bruit
Prescription contrôlée : Les installations doivent être construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou de vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité. ...
Constats : Lors de la visite terrain, il est apparu que le mur du bâtiment qui abrite le concasseur primaire, côté riverains, a une porte qui ne couvre pas la totalité de l'ouverture et une ancienne porte totalement détériorée. Cette situation peut être à l'origine d'émissions supplémentaires de poussières et de bruit pour les riverains tous proches. → L'inspection demande à l'exploitant de préciser les mesures qu'il va prendre pour améliorer cette situation.
Type de suites proposées : Lettre de suite
Proposition de délais : 2 mois